(Re)construire avec la rue

La Revue nouvelle

Le diagnostic dominant face à la montée des droites radicales repose souvent sur une erreur d'analyse : il suppose que le problème principal serait une forme de progressive radicalisation idéologique de ces droites, ou une supposée dérive vers l'irrationalité de leurs électeurs et électrices. Or cette lecture passe à côté d'un enjeu peut-être plus important : le cœur de la crise n'est peut-être pas tant l'extrême droite que le vide politique qui lui fait face. Là où il n'y a plus de projet alternatif crédible, il ne reste que la gestion dégradée de l'existant : « faire un peu moins pire »[1], aménager la casse sociale, accompagner l'exploitation, compenser la précarité par des dispositifs essentiellement symboliques. Mais une politique qui se contente d'administrer les dégâts n'offre pas de perspective ; elle ne propose qu'une « survie sous conditions ». Pire encore, elle valide la rhétorique de l'adversaire en concédant que la casse est inévitable.

Ainsi, lorsque Paul Magnette, président du Parti socialiste, annonce en plein milieu de campagnes de mobilisations syndicales et associatives, que le PS ne reviendra pas en arrière sur la limitation du chômage dans le temps, il n'effectue pas un simple exercice de *realpolitik* ou de « transparence politique » : il donne corps à l'idée qu'il n'y a finalement pas d'alternative. Bien sûr, on le sait, il a raison en termes d'équilibres politiques : si le PS revenait au gouvernement, il ne trouverait sans doute pas de partenaire, surtout au nord du pays, pour retirer cette réforme inique *toutes choses restant égales par ailleurs*. Mais les conquis sociaux ne sont pas, n'ont jamais été, faciles à obtenir. L'enjeu serait sans doute finalement moins qu'il explicite les rapports de force d'aujourd'hui que d'imaginer des pistes concrètes pour permettre des reconquêtes sociales. Telle quelle, dans le contexte actuel, sa sortie plombe les mobilisations et, fatalement, réduit toute forme de « force de levier » de l'opposition. Le président du MR ne s'y est d'ailleurs pas trompé, assurant immédiatement que son homologue, finalement,

1 | Cette insuffisance radicale de la position « sans nous ça serait pire », nous la répétons depuis plus de dix ans… https://revuenouvelle.be/avec-nous-c-est-moche-sans-nous-ce-serait-pire/

002-004 edito-2-2026.indd 2 6/02/26 11:14

lui donnait raison sur le fond. Tandis que sur la forme, en utilisant le cadrage, ainsi que le nomme le professeur de linguistique cognitive George Lakoff, de George-Louis Bouchez, Paul Magnette n'a fait que renforcer son discours[2].

Et que dire d'Écolo qui, après s'être approprié le concept d'écologie populaire sans convaincre grand monde, a sombré dans un abysse où plus personne ne semble en mesure de reprendre le gouvernail d'une écologie politique ancrée dans un monde qui brule ? Et des Engagés, qui n'ont finalement changé de nom que pour mieux s'engager, justement, dans un gouvernement réactionnaire qui fait peser sur les classes travailleuses l'ensemble de ses mesures ?

Il faut revenir à la racine du problème : le vote populaire pour les droites radicales ne peut être réduit ni à une adhésion doctrinale à leurs programmes, ni à une simple dérive autoritaire des classes populaires. Il faut prendre au sérieux une autre hypothèse : ce vote est aussi, et peut-être surtout, un vote de rupture, un vote de *destruction*. Non pas un vote « pour » un avenir précis, mais un vote « contre » un ordre institutionnel qui a cessé d'être crédible. Lorsque des institutions ne tiennent plus leurs promesses fondamentales, leur effondrement devient non seulement pensable, mais parfois désirable. La jubilation que l'on observe dans certains segments de l'électorat de droite face au sabotage des règles, des normes et des contrepouvoirs exprime moins un amour du chaos qu'une perte radicale de confiance dans ce qui prétendait organiser le monde social. Ainsi, lorsqu'on interroge une vingtaine d'usagères et usagers du CPAS de Charleroi sur les raisons d'un vote à droite aux dernières législatives[3], une raison revient chez près de la moitié – résumée par l'un d'entre elleux : « avec Bouchez, les assistantes sociales et tout ça, elles vont aussi voir ce que c'est. Elles vont connaitre le même traitement que nous ». Et peu importe si, au passage, iels votent contre leurs intérêts : « de toute façon, nous, il ne nous reste rien à perdre ».

> **Le cœur de la crise n'est peut-être pas tant l'extrême droite que le vide politique qui lui fait face. Là où il n'y a plus de projet alternatif crédible, il ne reste que la gestion dégradée de l'existant.**

La crise actuelle dépasse donc largement le cadre d'une simple « polarisation » politique. Elle touche au cœur même de la démocratie parlementaire libérale et de son État social. Depuis au moins deux décennies, les enquêtes de confiance montrent un affaissement continu de la légitimité institutionnelle de l'État : les baromètres de l'IWEPS,

2|Sur le concept de cadrage, voir la contribution « Reclaim Freedom » de Gérard Pirotton dans le présent numéro.

3|Témoignages recueillis dans le cadre d'une enquête menée auprès de 19 « bénéficiaires » du CPAS de Charleroi, toustes volontaires. (R. Maes/UMONS, juin-novembre 2025).

002-004 edito-2-2026.indd 3 6/02/26 11:14

l'enquête « Noir Jaune Blues », etc., montrent très bien que la défiance des citoyen·nes devient gigantesque, en particulier vis-à-vis des parlements, de l'école, des institutions du système social. La « main gauche » de l'État inspire bien plus de défiance que sa main droite : et pour cause, puisque toutes les institutions censées contrebalancer ne fût-ce que minimalement les inégalités ont été transformées en outils « d'activation » et de contrôle social. Bien sûr, en Europe, la dynamique de défiance est plus lente qu'aux États-Unis par exemple, parce que les dispositifs de redistribution demeurent encore relativement robustes dans la plupart des pays européens. Mais le doute s'est infiltré partout : à quoi sert l'école si elle ne permet pas d'espérer un meilleur emploi pour ses enfants ? À quoi sert le chômage lorsqu'il n'y a pas d'emplois ? À quoi sert le syndicat lorsque des mobilisations massives n'empêchent ni les fermetures ni les délocalisations ? À quoi sert l'aide sociale lorsqu'y recourir signifie être disqualifié symboliquement, en se faisant étiqueter d'« assisté » ?

Dans ce contexte, tenter de relégitimer les institutions sans en redéfinir les missions fondamentales ou en restaurant des formes d'autorité vidées de leur sens, relève de l'illusion. On ne répare pas une « promesse brisée » en renforçant les dispositifs disciplinaires. L'école, par exemple, ne peut être sauvée par le seul retour à l'ordre scolaire, si elle n'est plus en mesure d'offrir ce qu'elle promettait historiquement : une réduction des inégalités et un horizon d'émancipation, même s'il était souvent minimal. Sans que cette promesse soit crédible, l'institution devient une coquille vide.

Le défi politique est donc immense. Il ne s'agit pas de préserver quelques vestiges de l'État social, comme on conserve une façade pour donner l'illusion de la continuité historique. Il s'agit de penser une véritable alternative, capable de reconstruire des institutions sur des bases nouvelles, en réarticulant protection sociale, dignité et pouvoir d'action. Il faut souligner l'importance de ce dernier point, qui nécessite de prendre au sérieux les processus de démocratisation du débat politique : il ne suffit pas d'annoncer à grand renfort de communication que « l'on a compris » que quelque chose devait changer, puis de mettre en ligne des questionnaires méthodologiquement absurdes. Il ne suffit pas plus de « porter la parole de la rue dans les parlements » : il faut pouvoir construire *avec la rue*, sans avoir la prétention de la guider, un véritable projet. Mais tant que cette alternative n'existera pas, le dynamitage des institutions restera, pour beaucoup, la seule manière de signifier que l'ordre existant n'est plus acceptable.

Il nous importe, conscient·es de notre privilège de pouvoir nous faire l'écho des vécus expérientiels des premier·es concernées. Ainsi, nous pourrons faire remonter, en lançant des pistes d'analyses au travers de nos publications, les besoins et revendications de celles et ceux qui vivent les décisions de nos gouvernant·es dans leur chair.

002-004 edito-2-2026.indd 4 6/02/26 11:14